



Sections de Haute-Garonne

Déclaration à la manifestation unitaire Fonction Publique du 18 novembre 2014

Cher-e-s Collègues, Cher-e-s camarades,

Nous sommes aujourd'hui rassemblés comme beaucoup de nos collègues des trois Fonctions Publiques partout en France à l'appel de la CGT, FSU et Solidaires.

Par notre action de ce jour, nous voulons affirmer notre aspiration à en finir avec les politiques d'austérité mises en œuvre. Politiques qui affaiblissent toujours et encore la puissance publique et mettent en danger le service public, son contenu pour les populations et les usagers mais aussi dégradent continuellement les conditions de travail des agents.

Vous êtes ici devant les locaux de la Direction Régionale des Finances Publiques de Haute-Garonne.

Nos deux organisations syndicales, Solidaires Finances Publiques et la CGT Finances Publiques, souhaitent, dans le prolongement des actions unitaires que nous faisons vivre de longue date dans notre secteur professionnel, vous présenter en quoi ce que nous vivons à la DGFIP est symbolique des attaques que nous vivons toutes et tous dans nos secteurs ; mais aussi en quoi **une autre répartition des richesses permettrait de mettre en œuvre de réelles politiques alternatives pour le service public, le bien commun, l'intérêt général.**

Notre administration est présentée comme « exemplaire » par le Gouvernement, non pas sur la probité de certains de ses Ministres comme on a hélas pu le constater, mais plutôt pour être « plus que les bons élèves des suppressions d'emplois ». Dans notre administration, ce sont ainsi 2 départs à la retraite sur 3 qui ne sont pas remplacés avec plus de 30.000 suppressions d'emplois ces dix dernières années au niveau national et plus de 100 emplois supprimés en 5 ans dans notre département. **Au-delà de ces suppressions d'emplois, nous subissons chaque année ce que nous considérons comme un « hold-up » : plusieurs emplois non pourvus, 50 à ce jour.** Cette situation entraîne des tensions extrêmes dans nos services mais aussi une dégradation majeure de l'exercice de nos missions alors, qu'en pleine crise économique, nous sommes particulièrement sollicités par les usagers.

Dans le même temps, nous subissons les effets **d'une Modernisation de l'Action Publique (MAP)** et la volonté de casse de nos services qui s'accélère sans transparence ni dialogue. Chez nous, cela s'appelle « Démarche Stratégique » et nous constatons chaque jour que la seule « stratégie de la démarche » est d'imposer aux agents des reculs profonds du service public : régionalisation de mission, suppression de services, éloignement des services aux usagers, surestimation des effets des progrès technologiques,.... Nous avons pu ainsi découvrir récemment que notre

Direction locale voulait « désintoxiquer les usagers de l'accueil » en baissant massivement les horaires d'ouverture de nos services sans en parler ni aux agents, ni à la hiérarchie locale, ni aux élus, ni bien sur aux organisations syndicales.

C'est bien une politique du mépris et d'affaiblissement majeur de l'idée de service public qui est mise en œuvre par le Gouvernement avec cette austérité dans chaque Projet de Loi de Finances qui demande toujours et encore plus d'économies aux trois fonctions publiques (Etat, Hospitalier, Territorial).

Nous sommes bien aujourd'hui « à l'os » comme nous le disait un de nos derniers directeurs locaux.

Au-delà de ce constat, que vous pouvez surement partager selon vos réalités dans toutes les Fonctions Publiques, nous tenons à souligner deux enjeux majeurs que nous constatons au vu des missions que notre administration exerce :

- **Une réforme territoriale** sans dialogue ni avec les citoyens, ni avec les personnels : un grand danger pour les services publics et les territoires.

Nous sommes ébahis de constater la mise en œuvre d'un processus de réorganisation des collectivités territoriales sans jamais mettre en avant les enjeux d'égalité de traitement des citoyens sur les territoires et en refusant un réel droit d'expression des agents publics. Un réel débat citoyen serait nécessaire et urgent alors que le seul objectif présenté est de multiplier les économies dans les territoires, alors que l'Etat assèche brutalement les dotations aux collectivités locales et va mettre en danger gravement des politiques publiques fondamentales pour le lien social.

- **Les choix fiscaux et budgétaires** sont clairement dogmatiquement libéraux. Une autre répartition des richesses serait nécessaire pour donner les moyens utiles à la puissance publique mais aussi pour lutter contre les inégalités.

Alors que nous fêtons cette année le centenaire de la création de l'Impôt sur le revenu, et donc de l'idée de progressivité liée « à la capacité contributive de chacun », nous voyons une tendance lourde à affaiblir cet IR et à favoriser la TVA, impôt le plus injuste qui pèse de manière proportionnelle quel que soit la richesse de chacun. Nous constatons également qu'il est demandé de moins en moins de contribution aux grandes entreprises qui peuvent multiplier optimisation fiscale et bénéficier de multiples crédits d'impôts sans devoir s'engager sur quelque objectif social, écologique. Nos services voyaient déjà passer les chèques sans contrôle sur le Crédit impôt Recherche, comme par exemple pour l'entreprise SANOFI à Toulouse qui licenciait dans le même temps. Nous constatons aujourd'hui, que le gouvernement , avec le Crédit Impôt Compétitivité Emploi, multiplie les cadeaux couteux à certains et impose des politiques d'austérité pour la grande majorité de la population et les services publics.

Rappelons que nous évaluons à un milliard la fraude fiscale en Haute-Garonne, chaque année.

Pour conclure, nous souhaitons ensemble fixer quelques objectifs : poursuivons nos mobilisations avec les personnels dans l'unité syndicale la plus large; exprimons avec les citoyens l'utilité d'un service public nécessaire pour l'intérêt général ; faisons vivre la combativité syndicale unitaire pour la transformation sociale.